



Association francophone des conseillères et des
conseillers en orientation du Nouveau-Brunswick, inc.

Mémoire présenté à la
Commission sur l'éducation postsecondaire
au Nouveau-Brunswick

par

L'Association francophone des conseillères et des
conseillers en orientation du Nouveau-Brunswick
(AFCONB)

Le 27 avril 2007

Présenté par :

Réal Leclerc, président

23 rue George,

Campbellton, NB

E3N 2Z6

tr : 1(506) 789-2313 res : 1(506)753-6931

Introduction

L'Association francophone des conseillers et conseillères en orientation du Nouveau-Brunswick (AFCONB) est une association provinciale qui regroupe au-delà de 50 conseillers et conseillères en orientation. Celles-ci et ceux-ci œuvrent dans différents domaines tels que les écoles publiques, les institutions postsecondaires, les agences provinciales et fédérales à caractère social (Services familiaux et communautaires, Éducation postsecondaire, formation et travail, Commission de la santé et de la sécurité et de l'indemnisation au travail, Correction Canada, Anciens combattants, etc.) et les agences privées ayant des mandats similaires. L'AFCONB a été fondée en 1985 et travaille depuis au développement de ses professionnels et à la défense de la profession et du domaine de l'orientation au Nouveau-Brunswick. En 2005, l'AFCONB s'est affiliée à l'Association canadienne de counselling (ACC), une organisation nationale bilingue vouée à l'avancement de la profession de conseiller(ère) au Canada.

La position fondamentale de l'AFCONB est que la carrière d'un individu commence très tôt dans la vie et se poursuit bien au-delà de sa retraite du monde du travail. Nous croyons que la carrière est composée d'une multitude de décisions et de transitions qui impliquent la mise en œuvre de compétences. Le développement de ces compétences est étroitement relié au développement global de l'individu et aux expériences que son environnement lui offre. L'accès aux études postsecondaires et le succès dans les études sont des composantes importantes du cheminement de carrière.

Selon nous, le succès aux études postsecondaires se prépare bien avant le début des études. Il doit commencer par une démarche qui permet à l'individu d'établir un plan de carrière, de bien choisir son projet d'études et de s'y engager pleinement. L'individu doit avoir un sentiment clair de son identité et des ressources à sa disposition pour accomplir son plein potentiel. Dès son jeune âge, l'individu se construit une image de soi et évalue s'il possède les aptitudes pour réussir des études postsecondaires et si oui, lesquels? Plusieurs influences provenant de son environnement contribuent à la formation de cette image.

Si la préparation au succès dans les études postsecondaires commence avant l'entrée, la décision de carrière, elle, se réalise pendant les études. Ce n'est qu'une fois engagé dans ses études que l'individu se rend compte de si, oui ou non, il a fait le bon choix pour lui - ce que nous appelons la phase de « réalisation ». Cette phase, aussi, doit être accompagnée de soutiens professionnels. Malheureusement, l'AFCONB ne peut que déplorer les coupures associées au programme Excellence en éducation du début des années 90 qui a enlevé à toute une génération de jeunes Néo-brunswickois le support de Conseillers en orientation à une période critique pour les premières phases du processus décisionnel soient : « exploration » et « cristallisation ». Les CO des écoles tentent de conduire les élèves à travers l'exploration, la cristallisation, la spécification de même que la préparation à la réalisation alors qu'ils n'ont accès aux élèves que de la neuvième à la douzième année et ce avec un ratio de 450 élèves pour un conseiller. Il n'est donc pas étonnant que depuis une douzaine d'année on voit de plus en plus de jeunes se rendre

compte durant la formation postsecondaire que la voie qu'ils ont prise n'est pas la meilleur pour eux.

Nous entendons beaucoup de discussion au sujet des facteurs financiers d'accès aux études. Il faut souligner que l'accès aux études postsecondaires devrait avant tout être considéré comme un investissement nécessaire d'une société dans ses décideurs de demain. Toutefois, en réalité ceci est un facteur décisionnel important, car notre jeunesse doit s'endetter lourdement pour étudier vu le contexte actuel des subventions aux études et à la recherche et surtout la formule actuelle des prêts aux étudiants du NB.

Nous vivons dans une société dans laquelle le succès exige de chercher sans arrêt à se dépasser. Ceci implique que la démarcation entre les temps d'apprentissage et les temps de productivité doivent être confondus. L'apprentissage continu doit être plus qu'un slogan attrayant, elle doit être une réalité quotidienne. L'alternance entre le monde de travail et les institutions postsecondaires doit devenir beaucoup plus fluide, continue et facile.

Le développement des compétences est non seulement la responsabilité de l'individu, mais également de la société tout entière. Tous les partenaires doivent y contribuer. À cette fin, nous encourageons la Commission à examiner les positions prises par la France concernant le bilan des compétences. Ce gouvernement a légiféré que chaque citoyenne et citoyen devait établir périodiquement un bilan de ses compétences et un plan de développement de celles-ci. Nous encourageons également fortement la Commission à examiner la loi adoptée par le gouvernement du Québec concernant les allocations obligatoires au développement de la main d'œuvre.

Ayant énoncé notre position de départ, nous répondrons maintenant aux questions que vous avez proposées.

1. À votre avis, à quoi ressemblerait le système postsecondaire idéal pour le Nouveau-Brunswick?

Des services professionnels d'orientation seraient disponibles beaucoup plus tôt. Rappelons qu'au début des années 1990, les conseillers d'orientation desservaient les élèves à partir de la 7^e année et que ces services ont été retirés pour des raisons économiques à court terme et non pas pour des raisons d'efficacité.

Les services professionnels d'orientation seraient disponibles plus intensément dans toutes les institutions postsecondaires. Ils seraient également plus largement disponibles à tout individu désirant effectuer un retour aux études ou une révision de son plan de carrière. Présentement, des services sont disponibles aux gens des différentes communautés de la province, mais ceux-ci devraient être plus faciles d'accès et avoir une meilleure visibilité. On pense ici surtout au contrat qu'ont les bureaux régionaux de MEPFT avec des agences privées pour les services en orientation.

L'accès aux études postsecondaires serait déterminé, non pas par la capacité de payer, mais par l'aptitude à réussir. Le financement ne devrait plus être un obstacle à la poursuite d'études.

Toutes les institutions postsecondaires doivent permettre et faciliter l'évaluation et la reconnaissance des acquis (ÉRA). Pour ce, le gouvernement devrait mettre sur pied une commission permanente de la formation postsecondaire ayant pour mandat d'encadrer et même d'exiger des institutions de faciliter l'évaluation de la reconnaissance des acquis pour leur programmes respectifs. Cette Commission permettrait d'aborder ce processus plus objectivement et sans conflit d'intérêts. Nous invitons la Commission à examiner le modèle mis sur pied par le gouvernement du Manitoba.

Un autre mandat de cette commission permanente serait de favoriser une discussion continue entre toutes les composantes de la société néo-brunswickoise concernant leurs attentes envers les institutions et le développement de celles-ci.

Par le passé, la fréquentation d'une institution postsecondaire était considérée un privilège et un choix. Aujourd'hui, cette fréquentation doit être considérée comme un droit et une obligation.

2. Comment décrieriez-vous vos attentes vis-à-vis l'éducation postsecondaire?

Le système d'éducation postsecondaire doit répondre aux besoins de développement de tous les citoyens et citoyennes tout en répondant aux besoins de la société, qui englobent et dépassent les besoins du marché du travail. Certaines institutions, tels les Collèges communautaires, doivent avoir la flexibilité nécessaire pour répondre de façon ponctuelle aux caprices de ce marché en constant changement. Ceci est en partie réalisé en offrant des programmes contenant des stages en milieu de travail et des programmes de certification dans les métiers. D'autres institutions, telles les universités doivent continuer de développer les bases d'un tissu social fort en continuant de former l'élite, plus particulièrement via leurs programmes de deuxième et troisième cycles. Malgré ces distinctions, ces institutions doivent être valorisées également par les décideurs et la population. De plus, des ponts ou des passerelles doivent être mis sur pied afin d'aider les individus qui souhaitent passer d'une institution à l'autre.

Notre société a besoin de travailleuses et de travailleurs qualifiés, mais elle a aussi besoin de citoyennes et de citoyens engagés qui contribuent à son développement. Les institutions postsecondaires, en ayant des mandats distincts, répondraient à des attentes distinctes. Certaines viseraient davantage la préparation au marché du travail tandis que d'autres viseraient davantage la formation globale de l'individu.

La formation postsecondaire est un outil essentiel du développement du Nouveau-Brunswick, mais ce développement ne se fera pas si les diplômés continuent à quitter la province pour de bon. Notre jeunesse peut souhaiter explorer d'autres régions de la planète, mais elle doit être fondamentalement motivée par un désir de revenir contribuer

au développement de notre province. La formation reçue doit permettre à ce désir de naître et de se développer. Gardons nos jeunes cerveaux au N.-B., en rendant les salaires concurrentiels, en faisant la promotion de la qualité de vie au N.-B. et en effaçant une partie de la dette d'études des diplômés s'installant au N.-B. pendant les cinq années suivant la réception du diplôme ou du certificat.

3. Pouvez-vous suggérer des façons d'améliorer l'accessibilité, en particulier dans les régions rurales?

Il faut d'abord reconnaître que le développement des institutions postsecondaires en milieu rural est étroitement lié au développement de la communauté rurale. L'un ne va pas sans l'autre. Il faut que les institutions en région aient autant la chance de se développer que celle dans les villes. La qualité de la formation ne devrait pas dépendre de son emplacement géographique.

Nous proposons donc :

- d'augmenter le nombre de programmes et le nombre d'années de formations disponibles dans les régions en utilisant les campus régionaux.
- de favoriser les stages Coop en milieu rural.
- de développer des formations à distance utilisant les nouvelles technologies de la communication de façon complémentaire aux autres méthodes d'enseignement, ce qui permettrait d'apporter des ressources dans les régions rurales.
- d'avoir une meilleure coordination entre les campus collégiaux, universitaires et les écoles polyvalentes pour familiariser l'accès des élèves du secondaire aux études postsecondaires.

Quel meilleur moyen d'encourager la jeunesse à revenir en région après leurs études qu'en leur permettant d'en faire le plus possible dans leur région avant de partir?

4. Quelles mesures doivent être prises pour encourager un plus grand nombre de diplômés à rester au Nouveau-Brunswick?

Il faut d'abord reconnaître que de vouloir explorer des régions lointaines fait partie du développement de la jeunesse. La difficulté n'est pas que les diplômés quittent la province, la difficulté est qu'ils ne reviennent pas ou pas assez rapidement. Cela dit, il nous reste beaucoup à comprendre de ce phénomène. Différents groupes de diplômés ont certainement différentes motivations qui les incitent à quitter la province. Il faudrait donc pousser les études à ce sujet afin d'augmenter notre compréhension de ce phénomène et développer des programmes de rétention efficaces.

Voici tout de même quelques suggestions :

- Rendre les salaires et les conditions de travail concurrentiels est important, mais plus encore, il faut vanter la qualité de vie au Nouveau-Brunswick. Si nous valorisons ouvertement ce que nous tenons pour acquis tous les jours, nous inciterions non seulement nos diplômés à revenir dans la province, mais nous attirerions ici la jeunesse de l'extérieur.
- Des programmes devraient être implantés, maintenus ou élargis afin de rembourser une partie de l'endettement des diplômés qui demeurent ou qui reviennent au Nouveau-Brunswick.
- Créer des partenariats avec les employeurs et publiciser de bons outils statistiques de prévisions des besoins en emplois.
- Ouvrir plus de stages de formation dans nos milieux ruraux.

5. Pouvez-vous suggérer des initiatives qui aideraient à diminuer le taux d'abandon?

- Réembaucher les conseillers en orientation aux premières années du secondaire, diminuer le ratio conseiller-élèves et augmenter les ressources qui leurs sont disponibles.
- Offrir davantage de possibilités d'explorer les domaines en pénurie par des cours Coop au secondaire.
- Développer des programmes qui permettraient aux élèves du secondaire, aux étudiants des autres institutions et aux adultes considérant un retour aux études de se familiariser avec le fonctionnement et la vie dans les institutions de formation.
- Augmenter le nombre de conseillers en orientation dans les institutions postsecondaires afin d'améliorer les services d'encadrement des étudiants. Ces conseillers aideraient également les étudiants qui le nécessitent à réviser leur plan de carrière.
- Remettre en place la possibilité de remise de dette d'études aux étudiants terminant leur Baccalauréat dans les temps (Majoritairement quatre ans ou cinq ans pour certains programmes.)
- Mettre en place plus de programmes incitatifs visant à développer les méthodes d'enseignement dans les institutions postsecondaires. Ceux-ci doivent développer des approches qui répondent mieux à la réalité des étudiants, d'une part, et aux méthodes de fonctionnement sur le marché du travail, d'autres parts.

- Faire en sorte que la première année de différents programmes soient plus générales et que des programmes d'appoints ou de mise à niveau soient plus accessibles et valorisés.

Les changements de programme ne doivent pas toujours être vus comme un échec. On ne cesse de dire aux jeunes qu'ils sont dans un monde de changements et qu'ils doivent s'adapter, mais on les dévalorise lorsqu'ils changent de programme. Il ne faut pas voir les changements de programme comme un échec du système, mais comme une richesse à exploiter. Un individu qui change de programme apporte une richesse de connaissance qui devrait lui rendre service dans un marché du travail qui demande de plus en plus de connaissances variées, de flexibilité et de capacité d'adaptation.

6. Le système postsecondaire au Nouveau-Brunswick répond-il aux besoins des étudiants et des employeurs?

Cette question ne peut-être répondue par une affirmation simple et unique. Il y a plusieurs types d'institutions postsecondaires, il y a plusieurs types de besoins d'étudiants et il y a plusieurs types de besoins d'employeurs. Si on nous contraignait à répondre, nous serions obligés d'affirmer que « oui » parce qu'il ne semble pas y avoir de révolte contre le système. Donc, à un certain niveau, nous pouvons conclure que le système répond aux besoins.

Tout de même, afin d'améliorer l'adéquation entre le système postsecondaire et les besoins des employeurs, nous aurions besoin d'une plus grande participation de ceux-ci. Mais, il est très dangereux de vouloir répondre à tout prix aux désirs des employeurs puisqu'il faut former des gens qui puissent s'adapter aux changements et qui ont plus d'une corde à leur arc. Par contre, les employeurs devraient investir davantage dans les équipements et les stages offerts aux étudiants. Ils ont tout à gagner en contribuant à l'éducation.

7. D'après vous, comment les universités et les collèges du Nouveau-Brunswick se classent-ils comparativement aux autres?

Encore une fois, cette question demande une réponse très variée. Les différentes tentatives de comparaison telles le MacLean's ou le Palmarès des collèges soulèvent tellement de controverses que leurs bénéfiques, s'il y en a, sont perdus. Plutôt que de comparer, il serait plus important et bénéfique de faire ressortir l'unicité de nos institutions et leur complémentarité. Les institutions du Nouveau-Brunswick doivent être développées pour répondre aux besoins et aux contextes particuliers de notre province, pas pour entrer en compétition avec les institutions des autres provinces et encore moins entre elles.

Cela dit, nous croyons que les institutions du Nouveau-Brunswick se classent très bien. Ce n'est pas toujours la réputation d'un collège ou d'une université qui fait le diplôme,

mais bien ce que l'étudiant a mis comme effort dans sa formation et les recherches personnelles qu'il a pu faire. L'information pour la recherche se trouve maintenant sur Internet, alors tous y ont accès. Un étudiant peut possiblement mieux profiter d'une petite institution qui lui offre plus d'encadrement et des milieux de stages plus personnalisés.

8. D'après vous, quelles mesures devraient être prises pour améliorer la qualité et la quantité de la recherche dans les établissements postsecondaires du Nouveau-Brunswick?

Au départ, il faut reconnaître qu'il existe plusieurs types de recherches : de la recherche fondamentale à la recherche appliquée, de la créativité artistique à la résolution de problèmes. Chaque type de recherche possède sa raison d'être et doit être encouragée.

Il faut donc que collectivement nous décidions si toutes les institutions postsecondaires du Nouveau-Brunswick devraient avoir la recherche comme mandat. Si oui, devrions-nous faire des distinctions sur les types de recherche. Par la suite, il s'agirait de continuer le développement de partenariat entre les institutions de recherche, d'une part et d'autre part, avec les gouvernements et l'entreprise privée. Des programmes comme le Fond d'initiative du Nouveau-Brunswick sont certainement des pas importants pour encourager un certain type de recherche.

Présentement, le financement des institutions postsecondaire est basé sur la formation. Le nombre d'étudiants détermine les subventions reçues. La recherche ne fait pas partie de cette formule de financement. Celle-ci est financée de façon ad hoc. Nous croyons que la formule de financement doit inclure la recherche pour les institutions qui ont ce mandat.

9. D'après vous, quelle devrait être la relation entre les collèges communautaires et les universités?

La relation entre les collèges communautaires et les universités devrait en être une de collaboration plutôt que de compétition. Ce genre de relation n'est certainement pas facile à développer lorsque nous considérons que, malheureusement, les collèges communautaires et les universités cherchent à attirer les mêmes étudiants et à obtenir les mêmes financements. Nous croyons que cette compétition serait moindre si les mandats des institutions étaient plus distincts et plus clairs, et si la formule de financement était amendée pour prendre en considération les mandats respectifs de ces institutions.

La compétition serait grandement diminuée si toutes les institutions postsecondaires étaient valorisées également. Travaillons ensemble, entre institutions, pour faire valoriser chacune d'elle pour sa contribution à l'ensemble du système.

10. Quel serait le moyen le plus efficace et le plus équitable de payer pour l'éducation postsecondaire?

L'emploi du terme « équitable » sème de la confusion. « Équitable » pour qui? Les étudiants? Les institutions? La société?

Comme société, il ne faut pas avoir peur d'investir dans l'éducation. Cependant, lorsque nous payons pour former un individu qui va ensuite travailler dans l'Ouest ou aux États-Unis, ce sont ces derniers qui héritent d'une richesse pour laquelle nous avons investie. Dans les secteurs où nous avons des besoins en main-d'œuvre, il faut trouver des moyens de récompenser celles et ceux qui restent au Nouveau-Brunswick. Dans les secteurs où des diplômés quittent la province par manque de travail, nous devons travailler plus fort à la création d'emplois.

À l'heure actuelle, la formule de financement des institutions postsecondaires du Nouveau-Brunswick varie selon le type d'institution fréquentée et le programme fréquenté dans l'institution. Ceci entraîne beaucoup de variations. Par exemple, un étudiant qui fréquente un programme du Collège communautaire ne paie pas le même montant de frais de scolarité que son collègue qui fréquente l'Université. D'autre part, à l'Université, tout au moins, l'institution ne reçoit pas le même financement pour un étudiant en éducation, administration ou littérature que pour un étudiant en génie, science ou médecine. Si nous voulons valoriser également les institutions postsecondaires, la part payée par l'étudiant ne devrait-elle pas être la même peu importe l'institution fréquentée? La différence de financement entre les programmes n'incite-t-elle pas les institutions à favoriser l'inscription dans certains programmes au détriment des autres?

Si l'éducation est la base de toute société, il faut que celle-ci y contribue substantiellement. La conjecture actuelle du marché du travail en pénurie de main-d'œuvre qualifiée est l'occasion en or pour amener les corporations à subventionner la formation. De meilleurs incitatifs tels que les dégrèvements d'impôts pour les parents qui subventionnent les études, des remises substantielles sous forme de bourses pour les élèves qui réussissent leurs études dans les temps prévus. Les remises de prêts étudiants pourraient se faire en proportion avec le salaire gagné.

11. Autres commentaires ou suggestions?

Pour l'individu, l'étape de la formation postsecondaire initiale est importante. Elle est l'aboutissement d'un processus commencé très tôt dans sa vie et qui déterminera, par la suite, plusieurs aspects de sa vie. La société du Nouveau-Brunswick a tout avantage à ce que cette étape soit un véritable succès. Selon nous, les interventions des conseillères et des conseillers en orientation sont des outils que le gouvernement, au nom des citoyennes et des citoyens, se donne pour assurer le succès de cette étape.

Depuis longtemps, l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires marquait la fin de la formation formelle tout comme la conception que lorsque nous obtenions notre premier emploi, nous le conservions jusqu'à la retraite. Cette conception de la formation est erronée et doit changer. Aujourd'hui, et encore plus demain, l'individu devra sans cesse recourir à la formation postsecondaire pour acquérir les outils nécessaires à son fonctionnement et au développement de notre société. L'épanouissement et la croissance du Nouveau-Brunswick tiennent à sa capacité de se doter d'un système de formation postsecondaire performant et facile d'accès. Nous croyons que les conseillères et les conseillers en orientation sont les professionnels qui ont les compétences pour aider le Nouveau-Brunswick à atteindre ce but.

L'AFCONB, au nom de ses membres, tient à remercier la Commission pour son attention.